



Le budget de l'Ecole

Bref retour sur la rentrée 2010

Les Notes d'information de la Depp, publiées en juillet, confirment ce que nous disions lors de la préparation de la rentrée 2010. Les effectifs ont été sous-estimés de plus de 11 000 élèves dans le premier degré et de près de 4500 dans le second. Dans les deux cas, les moyens ont été amputés très fortement par la disparition des stagiaires IUFM. On comprend mieux la perception qu'ont nos collègues de la dégradation de leurs conditions de travail.

Rentrée 2011

L'équation budgétaire est connue. La suppression de 8967 emplois dans les écoles (3367 + 5600 « surnombres ») a conduit à la fermeture de 1500 classes.

Dans le second degré public, 4800 postes sont supprimés alors que 48 000 élèves supplémentaires sont attendus.

La loi sur les retraites, votée en novembre 2010, a provoqué un départ anticipé de plus de 2000 enseignants, ce qui n'avait pas été prévu dans le cadre de la préparation de la rentrée. Des tensions sont prévisibles sur le remplacement à très brève échéance.

Le faible rendement des concours de recrutement va accentuer la pénurie de moyens. Faute d'avoir fait le plein, un certain nombre de CAPES ne fourniront pas les enseignants en nombre suffisant (mathématiques, lettres, anglais...). Dans le nouveau système lié à la maîtrise, ce sont autant de moyens qui manqueront dès cette rentrée pour accueillir les élèves.

Budget 2012

L'annonce primitive de 16 000 suppressions d'emplois a été ramenée à 14 000, après les mobilisations autour des écoles. Les recrutements prévus pour 2012 ont été revus. Finalement, ce sont 5000 postes (au lieu de 3000) qui seront mis aux concours de recrutement des PE. Près de 9000 recrutements auront lieu pour les différents concours du second degré.

Dans le même temps, il devrait y avoir près de 10 000 départs en retraite dans le premier degré et près de 15 000 dans le second. Les moyens vont donc diminuer sensiblement alors que les générations qui entrent, tant à l'école qu'au collège et au lycée, sont plus nombreuses que les précédentes. Un exemple, les générations 2000 et 2001 qui entrent au collège comptent 30 000 jeunes de plus que celles des années précédentes...

La pression démographique jointe à la suppression des moyens ne peut qu'accentuer la dégradation des conditions de travail des élèves et de leurs enseignants. Le Comité d'analyse stratégique, placé auprès du Premier ministre, l'a d'ailleurs rappelé dans son récent rapport : les taux d'encadrement des écoles françaises sont aujourd'hui les plus bas des pays de l'OCDE.